

Monsieur le Président,

Je souhaiterais remercier la Secrétaire Générale Adjointe, Mme DiCarlo, ainsi que M Rajasingham, Directeur de la Division du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, pour leurs exposés. En ce qui concerne la situation humanitaire, je me réfère à la déclaration faite par l'Allemagne au nom des trois co-plumes. Je me limiterai à quelques remarques courtes par rapport à la situation politique et la situation sur le terrain.

1/ D'abord : la situation politique

Alors que le conflit syrien entame sa neuvième année, nous soutenons l'Envoyé spécial dans ses démarches afin de mettre en oeuvre ses **cinq objectifs**, mentionnés dans son premier briefing devant ce conseil.

Nous nous félicitons de son travail sur les multiples dimensions de la résolution **2254** du Conseil de Sécurité. Comme mentionné dans mon intervention du mois dernier, pour la Belgique, une solution durable ne peut être fondée que sur le communiqué de Genève et la mise en œuvre intégrale de la Résolution 2254. Nous soulignons le rôle accordé à l'Envoyé Spécial à Sotchi et nous soutenons ses efforts afin de réunir, dès que possible, un **Comité constitutionnel** crédible, équilibré, inclusif et représentatif, avec des procédures et de méthodes de travail *claires*.

Nous notons que le dénominateur commun des objectifs de l'envoyé spécial est de susciter la confiance et d'approfondir le dialogue afin de faire avancer le processus. Or, la confiance entre les parties au conflit ne sera pas possible sans perspective de justice. Comme mesure concrète, nous appelons toutes les parties à exercer leur influence afin de libérer les personnes détenues arbitrairement.

Finalement, M. le Président, l'Envoyé spécial a indiqué que l'ensemble de la population syrienne doit s'engager et participer aux efforts visant à instaurer la confiance et à rechercher la paix. La conférence de Bruxelles III a souligné le rôle essentiel de la société civile. Une société civile dynamique qui est prise en considération au niveau politique et qui illustre le droit de se réunir et de s'exprimer librement, devrait constituer l'épine dorsale de toute communauté. Bruxelles III a également mis un accent particulier sur les **femmes syriennes**. Tout en nous félicitant de la récente rencontre de l'Envoyé spécial avec le Conseil *consultatif* des femmes, nous soulignons la nécessité d'une participation significative des femmes syriennes à hauteur d'au moins 30 % dans tous les organes de *décision*.

2/ Ensuite, la situation sur le terrain

Nous appelons à une cessation nationale des hostilités afin de garantir la protection des civils. Comme d'autres intervenants l'ont mentionné, la Belgique est gravement préoccupée par la recrudescence de la violence à **Idlib**. Il est impératif que toutes les parties, y compris les garants d'Astana, restent pleinement engagées à respecter l'accord signé en septembre, vu qu'une opération militaire majeure pourrait provoquer une crise humanitaire démesurée.

A **Deir-ez-Zor**, les derniers combats contre Daesh viennent de se terminer. Mais : la fin de Daesh comme organisation terroriste disposant d'une base territoriale ne signifie pas la fin de la menace que ce groupe représente. Il est essentiel que la communauté internationale reste vigilante afin d'éviter sa résurgence.

3/ **Finalement**, Monsieur le Président, un mot par rapport à la **reconstruction**. La Belgique adhère pleinement à la position de l'UE. Nous ne serons prêts à aider à la reconstruction que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive, négociée par les parties syriennes au conflit sur la base de la résolution 2254 et du communiqué de Genève de 2012, sera fermement engagée.

Je vous remercie.